Canada**Province de Québec**

Comté de Gatineau

Municipalité régionale de comté de la Vallée-de-la-Gatineau

Municipalité de Denholm

Procès-verbal de la séance ordinaire du Conseil de la Municipalité de Denholm, tenue le 8 juillet 2025 19h à la salle communautaire au 419, chemin Poisson-Blanc.

Sont présents :

Monsieur Pierre Nelson Renaud	Maire
Monsieur Richard Poirier, Conseiller	poste n° 1
Madame Marie Gagnon, Conseillère	poste n° 2
Monsieur Jacques Gour, Conseiller	poste n° 6

Sont absents :

Monsieur Zakary Armstrong, Conseiller	poste n° 3
Monsieur Gilles Rathier, Conseiller	poste n° 5

Aussi présentes :

Madame Geneviève Connolly, occupant le poste de Secrétaire d'assemblée.

Informations du maire

Note au procès-verbal Nous vous informons que cette séance est enregistrée à des fins de suivi et de documentation.

Note au procès-verbal Pour le bon déroulement de la séance, merci de bien vouloir éteindre vos téléphones cellulaires.

1. Ordre du jour

- 1.1 Ouverture de la séance
- 1.2 Adoption de l'ordre du jour

2. Législation, Greffe & Conseil

- 2.1 Adoption du procès-verbal de la séance ordinaire du 10 juin 2025
- 2.2 Adoption du procès-verbal de la séance extraordinaire du 16 juin 2025
- 2.3 Adoption des prélèvements, des comptes payés et à payer au 30 juin 2025
- 2.4 Adoption de l'état des revenus et dépenses, du journal des salaires et du bilan au 30 juin 2025
- 2.5 Appui à la MRCVG opposition à la disposition du Projet de loi 97
- 2.6 Appui à la MRCVG- la Demande au ministre de la Cybersécurité et du Numérique – couverture cellulaire et Internet.
- 2.7 Appui à la MRCVG-Demande au CISSSO
- 2.8 Demande aide financière PAVL volet entretien 2025
- 2.9 Demande d'accompagnement

3. Finances, Administration et Ressources humaines

- 3.1 Vente pour taxes- liste
- 3.2 Vente pour taxes- mandat à représentant
- 3.3 Embauche programme étudiant
- 3.4 Embauche programme étudiant
- 3.5 Démission employé 13-0010
- 3.6 Signature du contrat du Directeur incendie
- 3.7 Demande de subvention intermunicipale (PERO)

- 3.8 Don-Brunch de l'Archevêque
- 3.9 Prolongation de suspension employé 32-0030

4. Transports, Travaux publics & Télécommunications

5. Santé, Bien-être, Vie sociale, Loisirs & Culture

6. Aménagement, Urbanisme & Développement économique

7. Sécurité Incendies et Sécurité civile

8. Hygiène du milieu & Environnement

9. Divers et Correspondance

10. Varia

11. Période de questions

12. Fermeture de l'assemblée

LÉGISLATION, GREFFE ET CONSEIL

MD AR25-07-124

OUVERTURE DE LA SÉANCE

Le Maire, constate qu'il y a quorum et que 16 personnes sont présentes et déclare la séance du conseil ouverte à 19h00.

MD AR25-07-125

ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

CONSIDÉRANT QU'il n'y a aucune modification apportée à l'ordre du jour;

POUR CE MOTIF, il est

Proposé par Marie Gagnon

ET RÉSOLU QUE l'ordre du jour de la présente séance ordinaire soit adopté.

ADOPTÉE à l'unanimité des conseillers(ères) présents(es), le Maire n'ayant pas voté.

MD AR25-07-126

ADOPTION DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE ORDINAIRE DU 10 JUIN 2025

CONSIDÉRANT QUE tous les membres du conseil ont pris connaissance du procès-verbal de la séance ordinaire du 10 juin 2025

POUR CE MOTIF, il est

Proposé par Richard Poirier

ET RÉSOLU d'adopter le procès-verbal de la séance du mois de juin 2025.

ADOPTÉE à l'unanimité des conseillers(ères) présents(es), le Maire n'ayant pas voté.

MD AR25-07-127

ADOPTION DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE EXTRAORDINAIRE DU 16 JUIN 2025

CONSIDÉRANT QUE tous les membres du conseil ont pris connaissance du procès-verbal de la séance extraordinaire du 16 juin 2025 ;

POUR CE MOTIF, il est

Proposé par Marie Gagnon

ET RÉSOLU d'adopter le procès-verbal de la séance extraordinaire du 16 juin 2025 concernant le rapport financier 2024.

ADOPTÉE à l'unanimité des conseillers(ères) présents(es), le Maire n'ayant pas voté.

MD AR25-07-128

ADOPTION DES PRÉLÈVEMENTS, DES COMPTES PAYÉS ET À PAYER AU 30 JUIN 2025

CONSIDÉRANT QUE le comité des finances a effectué la vérification des prélèvements, des comptes payés et des comptes à payer au 30 juin 2025 et recommande l'approbation;

POUR CES MOTIFS, il est

Proposé par Marie Gagnon

ET RÉSOLU QUE le conseil approuve les comptes payés de 120,892.42\$, des prélèvements de 97,170.22\$, les comptes à payer de 23,307.13\$ ainsi que les salaires nets payés de 54,598.94\$ en date du 30 juin 2025 pour les chèques n^{os} 5587 à 5655, les prélèvements n^{os} 1134 à 1152 et les salaires nets du mois.

ADOPTÉE à l'unanimité des conseillers(ères) présents(es), le Maire n'ayant pas voté.

MD AR25-07-129

ADOPTION DU RAPPORT DES REVENUS ET DÉPENSES, DU BILAN, DU JOURNAL DES SALAIRES ET DES RAPPORTS COMPARATIFS

CONSIDÉRANT QUE le conseil municipal a pris connaissance du journal des salaires, du rapport des revenus et dépenses, du bilan et des rapports comparatifs au 30 juin 2025;

POUR CES MOTIFS, il est

Proposé par Marie Gagnon

ET RÉSOLU d'adopter le journal des salaires, le rapport des revenus et dépenses, les rapports comparatifs et le bilan au 30 juin 2025.

ADOPTÉE à l'unanimité des conseillers(ères) présents(es), le Maire n'ayant pas voté.

MDAR25-07-130

APPUI À LA MRCVG-OPPOSITION À LA DISPOSITION DU PROJET DE LOI 97 CONCERNANT LA GESTION DES TRAVAUX SYLVICOLES NON COMMERCIAUX

CONSIDÉRANT la réception d'une lettre d'un entrepreneur forestier de la région exprimant ses préoccupations à l'égard du Projet de loi 97 déposé par la Ministre des Ressources naturelles et des Forêts, Madame Maïté Blanchette Vézina;

CONSIDÉRANT QUE ce projet de loi prévoit notamment de retirer la gestion des travaux sylvicoles non commerciaux aux entreprises forestières, pour en confier la responsabilité aux usines de transformation du bois;

CONSIDÉRANT QUE ce changement engendrerait une insécurité importante pour les entreprises sylvicoles locales et régionales, mettant à risque la stabilité de l'emploi et la planification des opérations pour de nombreuses PME;

CONSIDÉRANT QUE la structure actuelle, assurées par ces entreprises, garantit un accès équitable aux contrats, des modalités de paiement prévisibles, le respect des normes environnementales, ainsi qu'un encadrement efficace et conforme aux meilleures pratiques forestières;

CONSIDÉRANT QUE la disparition du rôle des entreprises dans la gestion de ces travaux risquerait de compromettre la compétitivité des entreprises régionales et de nuire à la qualité des interventions forestières sur le territoire;

Considérant les retombées économiques importantes du secteur forestier dans la MRC de La Vallée-de-la-Gatineau, tant au niveau des emplois que de l'activité économique locale;

POUR CES MOTIFS, il est

Proposé par Jacques Gour

ET RÉSOLU par ce conseil;

- D'appuyer la demande visant à maintenir les entreprises forestières à titre de gestionnaire des travaux sylvicoles non commerciaux sur les terres du domaine de l'État;
- De s'opposer à la disposition du Projet de loi 97 qui vise à transférer cette responsabilité aux usines;
- De transmettre copie de la présente résolution à Madame la Ministre Maité Blanchette Vézina, au Député de Gatineau, Monsieur Robert Bussière, à la Fédération québécoise des municipalités (FQM), ainsi qu'aux MRC de l'Outaouais.

ADOPTÉE à l'unanimité des conseillers(ères) présents(es), le Maire n'ayant pas voté.

MDAR25-07-131

APPUI À LA MRCVG-DEMANDE AU MINISTRE DE LA CYBERSÉCURITÉ ET DU NUMÉRIQUE-COUVERTURE CELLULAIRE ET INTERNET

CONSIDÉRANT la sortie publique du ministre de la Cybersécurité et du Numérique lors de l'Assemblée des MRC tenue à Québec en mai 2025 affirmant que la région de l'Outaouais est la plus « pauvre » en matière de couverture cellulaire et de branchement Internet;

CONSIDÉRANT QUE la MRC de la Vallée-de-la-Gatineau demande depuis 3 ans une couverture complète et efficiente pour les résidents des 17 municipalités de son territoire;

CONSIDÉRANT QUE les sites annoncés aux projets en cours ne se situent toujours pas en Outaouais encore moins au sein de la MRCVG;

CONSIDÉRANT QU'une couverture déficiente en matière de téléphonie et de branchement à l'Internet constitue un enjeu de sécurité majeur pour les résidents n'ayant aucun moyen de communication rapide et efficace;

CONSIDÉRANT QUE le rabais accordé par le fournisseur Starlink aux résidents toujours en attente de branchement à l'Internet via le programme gouvernemental québécois de branchement est venu à échéance le 15 juin 2025;

CONSIDÉRANT QUE plusieurs des clients bénéficiant de ce rabais ne pourront se permettre un branchement au tarif régulier;

POUR CES MOTIFS, il est

Proposé par Richard Poirier

ET RÉSOLU par ce conseil;

- De demander au Ministre de la Cybersécurité et du Numérique Monsieur Gilles Bélanger de rectifier le discours livré lors de l'Assemblée des MRC tenue en mai 2025, discours qui porte atteinte à la population de l'Outaouais en la qualifiant de « pauvre »;

- De demander au Ministre Bélanger l'établissement d'un plan d'action clair et d'un échéancier de travaux spécifiques à la MRC de La Vallée-de-la-Gatineau;

- De demander au Ministre Bélanger de poursuivre la promotion en collaboration avec le fournisseur Internet « Starlink » afin d'allouer une extension du rabais accordé aux résidents non branchés au-delà de la fin juin 2025, date butoire identifiée ou de fournir la fibre à ces résidents;

- D'exiger du Ministre, l'établissement d'une solution permanente en matière de couverture cellulaire et Internet sur tout le territoire de la MRC de La Vallée-de-la-Gatineau tel que promis par le Premier Ministre, Monsieur François Legault, sous condition que le résident bénéficie d'une installation d'Hydro-Québec ;

- De transmettre la présente résolution aux 17 municipalités de la MRCVG pour appui, au Premier Ministre du Québec Monsieur François Legault, au Ministre responsable de la région de l'Outaouais Monsieur Mathieu Lacombe, au Député de Gatineau Monsieur Robert Bussière, à la Conférence des préfets de l'Outaouais, à la FQM;

- De transmettre la présente résolution aux médias locaux et régionaux.

ADOPTÉE à l'unanimité des conseillers(ères) présents(es), le Maire n'ayant pas voté.

MDAR25-07-132

APPUI À LA MRCVG- DEMANDE AU CISSSO-RÉTABLISSEMENT DE L'ACCESSIBILITÉ DES SOINS PALLIATIFS ET DES SOINS À DOMICILE DANS LA VALLÉE-DE-LA-GATINEAU

CONSIDÉRANT QUE le droit de chaque personne à recevoir des soins de santé dans la dignité, le respect et la compassion est un principe fondamental reconnu par notre société;

CONSIDÉRANT QUE l'accessibilité aux soins à domicile et aux soins palliatifs dans la région de la Vallée-de-la-Gatineau a connu une diminution marquée, ce qui fragilise la capacité des personnes en fin de vie à demeurer dans leur milieu;

CONSIDÉRANT QUE l'absence de soins à domicile adéquats engendre un déplacement forcé de patients vers d'autres territoires, provoquant un déracinement émotionnel et social dans les moments les plus vulnérables de leur vie;

CONSIDÉRANT QUE l'accessibilité équitable aux soins de fin de vie est une obligation morale et sociale, peu importe la région de résidence, et que les populations rurales comme celle de la Vallée-de-la-Gatineau ne doivent pas être défavorisées par rapport aux milieux urbains;

CONSIDÉRANT QUE l'État québécois reconnaît, à travers sa Loi concernant les soins de fin de vie, le droit à chacun de recevoir des soins palliatifs et de mourir dans la dignité, ce qui suppose un accès réel et non seulement théorique à ces services;

CONSIDÉRANT QUE la population de la Vallée-de-la-Gatineau vieillit, ce qui accentue l'importance de disposer d'un réseau de soins à domicile et de fin de vie adéquat, ancré dans les réalités territoriales et humaines de la région;

CONSIDÉRANT QUE la disponibilité de lits dédiés aux soins palliatifs dans la Vallée-de-la-Gatineau est essentielle pour permettre aux personnes en fin de vie de recevoir des soins adaptés dans leur communauté, près de leurs proches et dans le respect de leur dignité;

CONSIDÉRANT QUE la réintégration de deux lits dédiés aux soins palliatifs permettrait une meilleure planification, une stabilité des ressources et une réponse rapide aux besoins des personnes en fin de vie sans dépendre des aléas de l'occupation hospitalière;

CONSIDÉRANT QUE l'obligation actuelle d'obtenir une dérogation du CISSSO pour chaque demande de soins palliatifs entraîne des délais administratifs inutiles, des incertitudes pour les familles et une perte de continuité dans la trajectoire de soins;

CONSIDÉRANT QUE l'allocation d'un minimum de 40 heures dédiées aux soins palliatifs, sans dérogation requise, favoriserait une meilleure accessibilité aux soins à domicile, une meilleure qualité de l'accompagnement, ainsi qu'une coordination plus humaine et plus fluide entre les intervenants;

CONSIDÉRANT QUE l'instauration de ces ressources de base permettrait au personnel soignant de répondre aux besoins de la population avec plus d'autonomie, de souplesse et d'humanité, sans être continuellement limité par des contraintes bureaucratiques;

CONSIDÉRANT QUE ces ajustements répondraient à une demande légitime et urgente exprimée par les citoyens, les proches aidants, les élus locaux et les intervenants de première ligne du territoire de la Vallée-de-la-Gatineau;

POUR CES MOTIFS, il est

Proposé par Jacques Gour

ET RÉSOLU par ce conseil;

De demander au Centre intégré de santé et de services sociaux de l'Outaouais (CISSSO) de rétablir deux lits dédiés aux soins palliatifs dans le territoire de la Vallée-de-la-Gatineau afin de garantir un accès local, stable et humain aux soins de fin de vie pour la population;

De réclamer l'allocation minimale de 40 heures par semaine dédiées aux soins palliatifs et de fin de vie, incluant les soins à domicile, sans exigence préalable de dérogation, pour assurer une réponse rapide, cohérente et continue aux besoins des personnes en fin de vie et de leurs proches;

De transmettre la présente résolution au CISSSO, au ministère de la Santé et des Services sociaux du Québec, aux députés provinciaux concernés ainsi qu'aux directions des établissements de santé du territoire;

De réaffirmer l'engagement de la MRC envers le droit fondamental de ses citoyens de recevoir des soins palliatifs accessibles, humains et empreints de dignité, quel que soit leur lieu de résidence.

ADOPTÉE à l'unanimité des conseillers(ères) présents(es), le Maire n'ayant pas voté.

MDAR25-07-133

PROGRAMME D'AIDE À LA VOIRIE LOCALE VOLET ENTRETIEN- DOSSIER N° Eku83492

ATTENDU QUE le Conseil municipal de la Municipalité de Denholm a pris connaissance des modalités d'application du volet concerné par la demande d'aide financière soumise dans le cadre du Programme d'aide à la voirie locale (PAVL) de l'année 2025;

ATTENDU QUE le Conseil municipal de la Municipalité de Denholm a pris connaissance de la convention d'aide financière, l'a signée et s'est engagé à la respecter;

ATTENDU QU'une aide financière maximale de 331 727 \$ En vertu des modalités, les deux tiers du montant de l'aide doivent être consacrés à des travaux d'entretien d'été ou à des dépenses d'investissement admissibles dont l'usage est destiné à l'entretien d'été

POUR CES MOTIFS, il est

Proposé par Marie Gagnon

ET RÉSOLU QUE le Conseil de la Municipalité de Denholm confirme son engagement à avoir réaliser les travaux admissibles selon les modalités d'application en vigueur, reconnaissant qu'en cas de non-respect de celles-ci, l'aide financière sera résiliée, et certifie que la Directrice générale et Greffière-trésorière, Madame Sara Turpin est dûment autorisée à signer tout document ou entente à cet effet avec la ministre des Transports pour l'année 2025.

ADOPTÉE à l'unanimité des conseillers(ères) présents(es), le Maire n'ayant pas voté.

MDAR25-07-134

DEMANDE D'ACCOMPAGNEMENT

CONSIDÉRANT QUE la municipalité vit actuellement certaines difficultés au niveau du conseil municipal;

CONSIDÉRANT QUE ces difficultés entraînent des conséquences sur le fonctionnement, sur le processus de prise de décision ainsi que sur la relation entre les membres du conseil ;

CONSIDÉRANT QUE les membres du conseil désirent mettre en place des mécanismes pour travailler en équipe, pour favoriser la concertation entre les élus et pour établir une stabilité au niveau des processus de travail et des opérations ;

EN CONSÉQUENCE, il est

Proposé par Rchard Poirier

ET RÉSOLU QUE le conseil demande à la direction régionale de l'Outaouais du MAMH, de l'accompagner dans sa démarche.

ADOPTÉE à l'unanimité des conseillers(ères) présents(es), le Maire n'ayant pas voté.

ADMINISTRATION, FINANCES & RESSOURCES HUMAINES.
--

Note au procès-verbal

Concernant la résolution MDAR25-06-111 une nouvelle version de la gazette officielle doit être utilisée concernant les salaires à indexer;

L'article 1 passe de 649\$ à 671\$

L'article 2, 1^{er} alinéa passe de 432\$ à 447\$

L'article 3, par.1 passe de 387\$ à 400\$

Le secrétaire d'élection obtient 75% de cette rémunération et l'adjoint 50%

MDAR25-07-135

VENTE POUR TAXES- LISTE DES IMMEUBLES DEVANT ÊTRE VENDUS

Le Secrétaire-trésorier soumet au conseil, pour examen et considération, un état des taxes foncières dues à la municipalité, à la date du 6 novembre 2025, afin de satisfaire aux exigences de l'article 1022 du Code municipal de la Province de Québec;

Il est proposé par Jacques Gour

ET RÉSOLU QUE :

Ledit état soit et est approuvé par le conseil et que la Directrice générale greffière-trésorière prenne les procédures requises aux fins de faire vendre par la Municipalité régionale de comté (MRC) de la Vallée-de-la-Gatineau tous les immeubles de la municipalité dont les taxes foncières qui les grèvent n'ont pas été payées.

ADOPTÉE à l'unanimité des conseillers(ères) présents(es), le Maire n'ayant pas voté.

MDAR25-07-136

VENTE POUR TAXES – MANDAT À REPRÉSENTANT

Pour autoriser la Directrice générale, greffière-trésorière Madame Sara Turpin à enchérir pour l'acquisition de certains immeubles mis en vente pour défaut de paiement des taxes

CONSIDÉRANT QUE la Municipalité de Denholm peut enchérir et acquérir des immeubles mis en vente pour taxes municipales impayées et ce, conformément à l'article 1038 du Code municipal;

CONSIDÉRANT QUE certains immeubles seront mis en vente pour défaut de paiement des taxes et ce, selon la résolution portant le numéro MDAR25-07-135;

CONSIDÉRANT QUE ce conseil croit opportun d'autoriser le secrétaire-trésorier, directeur général ou un représentant à enchérir et acquérir certains des immeubles mis en vente pour défaut de paiement de taxes;

Il est proposé par Jacques Gour

ET RÉSOLU QUE :

Conformément aux dispositions du Code municipal, ce conseil autorise la Directrice générale, greffière-trésorière Madame Sara Turpin à enchérir pour et au nom de la municipalité pour certains immeubles faisant l'objet de la vente pour défaut de paiement de taxes à être tenue le 6 novembre et ce, jusqu'à concurrence des montants de taxes, en capital, intérêts et frais.

ADOPTÉE à l'unanimité des conseillers(ères) présents(es), le Maire n'ayant pas voté.

MDAR25-07-137

EMPLOI ÉTUDIANT – EMBAUCHE DE 2025

ATTENDU QUE la Municipalité de Denholm considère le besoin au niveau du personnel d'assistance à la voirie;

ATTENDU QUE la Municipalité de Denholm a fait la demande d'une subvention à emploi d'été Canada pour l'année 2025;

ATTENDU QUE le conseil a mandaté Madame Geneviève Connolly par la résolution MDAR25-06-113 d'effectuer l'embauche des 2 étudiants;

ATTENDU QUE Madame Geneviève Connolly recommande l'embauche de Alexandre Laberge;

ATTENDU QUE l'embauche prévue le 30 mai 2025 a été retardé au 3 juillet 2025;

EN CONSÉQUENCE,

Il est proposé par Richard Poirier

ET RÉSOLU que la Municipalité de Denholm autorise l'embauche de Alexandre Laberge à raison de 35 heures semaine pour la période estivale au salaire prévu de journalier de l'échelle salariale en vigueur.

ADOPTÉE à l'unanimité des conseillers(ères) présents(es), le maire n'ayant pas voté.

MDAR25-07-138

EMPLOI ÉTUDIANT – EMBAUCHE DE 2025

ATTENDU QUE la Municipalité de Denholm considère le besoin au niveau du personnel d'assistance à la voirie;

ATTENDU QUE la Municipalité de Denholm a fait la demande d'une subvention à emploi d'été Canada pour l'année 2025;

ATTENDU QUE le conseil a mandaté Madame Geneviève Connolly par la résolution MDAR25-06-113 d'effectuer l'embauche des 2 étudiants;

ATTENDU QUE Madame Geneviève Connolly recommande l'embauche de Zacharie LeBlanc;

ATTENDU QUE l'embauche prévue le 30 mai 2025 a été retardé au 10 juillet 2025;

EN CONSÉQUENCE,

Il est proposé par Richard Poirier

ET RÉSOLU que la Municipalité de Denholm autorise l'embauche de Zacharie LeBlanc à raison de 35 heures semaine pour la période estivale au salaire prévu de journalier de l'échelle salariale en vigueur.

ADOPTÉE à l'unanimité des conseillers(ères) présents(es), le maire n'ayant pas voté.

MDAR25-07-139

DÉMISSION DE L'EMPLOYÉ 13-0010

ATTENDU QUE l'employé Ginette Gauthier au poste de réception, archives et soutien administratif à la Municipalité de Denholm, a remis sa lettre de démission en date du 11 juin 2025, afin de prendre sa retraite;

ATTENDU QUE le conseil accepte la démission, et lui souhaite une retraite paisible et bien méritée;

Il est proposé Marie Gagnon

ET RÉSOLU QU'une copie de la présente résolution soit transmise à l'employé en guise de reconnaissance officielle.

ADOPTÉE à l'unanimité des conseillers(ères) présents(es), le Maire n'ayant pas voté.

MDAR25-07-140

EMBAUCHE PERMANENTE DIRECTEUR DU SERVICE INCENDIE

ATTENDU QUE l'embauche probatoire d'une durée d'un an de Monsieur Joey Currie est effectuée;

ATTENDU QUE les membres du conseil municipal ont pris connaissance du contrat de travail au poste de Directeur du service incendie;

CONSIDÉRANT QUE ce contrat précise l'autorisation de Monsieur Joey Currie d'exercer ses fonctions de Directeur du Service Incendie à temps partiel et sur appel et que l'ensemble du conseil on fait la lecture préalable dudit contrat;

CONSIDÉRANT QUE ledit contrat inclut les modalités de gestion, coordination et encadrement du service incendie ainsi que le cadre de compensation et de temps de travail;

CONSIDÉRANT QUE l'officialisation de ce contrat est essentielle pour assurer la gestion efficace et continue du service des incendies;

POUR CES MOTIFS, il est

Proposé par Marie Gagnon

ET RÉSOLU QUE le conseil municipal autorise le maire et la direction générale à procéder à l'officialisation du contrat du Directeur du Service Incendie conformément aux clauses et modalités convenues.

ADOPTÉE à l'unanimité des conseillers(ères) présents(es), le Maire n'ayant pas voté.

MDAR25-07-141

SENTIERS PÉDESTRES-PROJET DE COOPÉRATION INTERMUNICIPALE

ATTENDU QUE la Municipalité de Denholm reconnaît avoir lu et pris connaissance du Guide du demandeur concernant le volet – Coopération et gouvernance municipale du Fonds régions et ruralité, sous-volet Coopération intermunicipale;

ATTENDU QUE les organismes municipaux de Denholm, Blue Sea, Cayamant, St-Thérèse de la Gatineau, Montcerf-Lytton, Grand-Remous, Gracefield et Messines désirent présenter un projet d'entretien de sentiers pédestres dans le cadre de l'aide financière dans le cadre du volet – Coopération et gouvernance municipale du Fonds régions et ruralité.

EN CONSÉQUENCE, il est

Proposé par Richard Poirier

ET RÉSOLU que la présente résolution soit adoptée et qu'elle statue et décrète ce qui suit :

Le Conseil de la Municipalité de Denholm s'engage à participer au projet d'entretien de sentiers pédestres;

Le conseil accepte d'assumer une partie des coûts, à savoir l'apport minimal exigé dans le cadre du programme;

Le conseil nomme la Municipalité régie de Cayamant, organisme responsable du projet, et autorise le dépôt du projet dans le cadre du volet – Coopération et gouvernance municipale du Fonds régions et ruralité, sous-volet Coopération intermunicipale;

Le conseil désigne la Directrice générale Greffière-trésorière Madame Sara Turpin et le Maire, monsieur Pierre Nelson Renaud pour signer tout document nécessaire, utile ou demandé par l'organisme municipal responsable du projet aux fins de la présente demande de subvention.

ADOPTÉE à l'unanimité des conseillers(ères) présents(es), le Maire n'ayant pas voté.

MDAR25-07-142

DON-BRUNCH DE L'ARCHEVÊQUE

CONSIDÉRANT QUE, la Municipalité de Denholm a reçu une demande de financement de la part Du comité organisateur du Brunch de l'Archevêque;

CONSIDÉRANT QUE l'évènement aura lieu le 8 novembre 2025 au Centre communautaire Héritage Hall à Low;

POUR CES MOTIFS, il est

Proposé par Jacques Gour

ET RÉSOLU QUE le Conseil de la Municipalité de Denholm autorise la commandite au montant de 100 \$ dans le cadre du brunch de l'Archevêque.

ADOPTÉE à l'unanimité des conseillers(ères) présents(es), le maire n'ayant pas voté.

MDAR25-07-143

PROLONGATION DE LA SUSPENSION DE L'EMPLOYÉ 32-0030

ATTENDU QUE l'employé identifié par le numéro 32-0030 a fait l'objet d'une suspension suite à des allégations afin d'effectuer une analyse administrative;

ATTENDU QUE l'administration municipale considère qu'une expertise externe est essentielle pour assurer une évaluation impartiale et exhaustive de la situation;

ATTENDU QUE le maintien de l'intégrité des processus administratifs exige un examen objectif par une entité externe;

POUR CES MOTIFS, il est

Proposé par Marie Gagnon

IL EST RÉSOLU QUE l'administration municipale a engagé une firme externe spécialisée pour mener une analyse administrative complète concernant l'employé 32-0030;

- La suspension sera effective pendant la durée du processus;
- Suivant les conclusions de l'analyse externe, une fin d'emploi de l'employé 32-0030 pourrait être envisagée par le conseil municipal;
- Le département des ressources humaines coordonnera la communication avec l'entité externe pour s'assurer du respect des délais et des procédures.

ADOPTÉE à l'unanimité des conseillers(ères) présents(es), le maire n'ayant pas voté.

TRANSPORTS, TRAVAUX PUBLICS ET TÉLÉCOMMUNICATIONS.

SANTÉ, BIEN-ÊTRE, VIE-SOCIALE, LOISIRS ET CULTURE

AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

SÉCURITÉ INCENDIE ET SÉCURITÉ CIVILE

Note au procès-verbal Le Maire informe les membres du conseil que le rapport sur les activités du mois juin 2025 du service incendie

HYGIÈNE DU MILIEU & ENVIRONNEMENT

DIVERS ET CORRESPONDANCE

Note au procès-verbal Le Maire informe les conseillers que la prochaine réunion ordinaire de conseil sera exceptionnellement le jeudi 7 août 2025 à la salle municipale à 19h.

VARIA

PÉRIODE DE QUESTIONS

Note au procès-verbal Une période de question a eu lieu.

MD AR25-07-145 FERMETURE DE LA SÉANCE

CONSIDÉRANT QUE tous les points à l'ordre du jour sont épuisés,

POUR CE MOTIF, il est

Proposé par Marie Gagnon

ET RÉSOLU QUE la séance soit levée à 20h25

ADOPTÉE à l'unanimité des conseillers(ères) présents(es), le Maire n'ayant pas voté.

Je soussigné, Pierre Nelson Renaud, Maire de la Municipalité de Denholm, signe le présent procès-verbal attestant qu'il représente le reflet authentique de la rencontre et atteste que la signature du présent procès-verbal équivaut à la signature par moi de toutes les résolutions qu'il contient au sens de *l'article 142 (2) du Code municipal*.

Et j'ai signé ce 8^e jour de juillet 2025

Pierre Nelson Renaud, Maire
Municipalité de Denholm

Je soussignée, Sara Turpin, Directrice générale, Greffière-trésorière de la Municipalité de Denholm, contresigne le présent procès-verbal attestant qu'il représente le reflet authentique de la rencontre et certifie qu'il y a des fonds disponibles au budget pour l'ensemble des dépenses impliquées dans le présent procès-verbal.

Et j'ai signé ce 8^e jour de juillet 2025

Sara Turpin, Directrice générale, Greffière-trésorière
Municipalité de Denholm